

“Dégageons le gouvernement, finissons-en avec le capitalisme” : reconstruire un secteur jeunes autonome et démocratique, en lien avec son milieu

Cette CNJ se déroule dans un contexte de crise du parti, de sa direction et donc de son secteur jeunes. Le secteur jeunes s'est considérablement affaibli numériquement, mais aussi politiquement. Nous observons de grandes difficultés à se tourner vers la jeunesse en captant ce qui fait d'elle une couche particulière : elle se politise différemment du reste de la société. La direction jeune ne cherche plus à s'intéresser à ses réelles préoccupations : pas de politique sur les questions d'oppressions ou sur des questions transversales qui touchent en particulier les jeunes comme l'écologie. Comme si le secteur jeune était imperméable au travail élaboré sur ces questions par les commissions nationales du NPA. L'enjeu de cette CNJ est de rompre avec cet état de fait et permettre au secteur jeunes d'être à nouveau tourné vers la construction dans la jeunesse avec toutes ses spécificités. Tout en avançant un profil de rupture avec le capitalisme, nous ne devons pas nous replier sur nous-mêmes mais intervenir dans les cadres de masses et y défendre une politique. Le secteur jeunes a un vrai problème car sa politique "unitaire" est quasiment inexistante, y compris dans les mobilisations. Nous pensons qu'il faut inverser cette tendance pour la reconstruction d'un secteur jeunes réellement autonome.

1. La situation de la jeunesse dans le contexte mondial

1.1. Où en est la conscience des jeunes

Nous faisons face à une contradiction: la dépolitisation de notre milieu par rapport à la période précédente, et une colère sociale qui existe et ouvre des possibilités.

Le rapport de forces général n'est pas en notre faveur et le mouvement ouvrier n'est pas en capacité pour l'heure d'inverser cette tendance.

Il faut remonter à la lutte contre le CPE pour retrouver une victoire de notre camp social. Les réflexes militants acquis par cette génération ne sont plus partagés aujourd'hui, même au sein des organisations de jeunesse.

Nous en avons fait l'expérience dans les lycées. Lors des mobilisations depuis deux ans (expulsions de sans-papiers, violences policières, manif anti-FN), les cadres d'auto-organisation, l'extension et la coordination nationale ont été très limités par rapport au mouvement contre les suppressions de postes en 2008 par exemple.

Cette situation est le résultat de plusieurs éléments. La crise et les attaques que subissent les jeunes ont des répercussions sur la conscience. Nous sommes face à une jeunesse hétérogène, dans son ensemble touchée par la précarité. Les jeunes déscolarisés sont soumis à l'enchaînement des boulots précaires. Les jeunes scolarisés subissent la précarisation : le salariat étudiant en contrat précaire se développe, le coût de la vie augmente. De plus en plus de jeunes se tournent vers des formations en alternance ou dans les filières médico-sociales. Les réformes néolibérales dans l'éducation ont aussi des conséquences : flicage accru dans les lycées, rythmes beaucoup plus soutenus (contrôle des absences, menace de perte de bourse si redoublement). Avoir un diplôme rapidement apparaît comme une nécessité pour s'en sortir sur le marché du travail. Tous ces éléments favorisent une dépolitisation et rendent plus difficile le militantisme.

A contrario, la violence des attaques et des injustices du système qui cherche à nous faire payer la crise, provoque des convulsions dans la conscience d'une frange de nos milieux. Des jeunes peuvent être sensibles à nos idées et se politiser. Se revendiquer anticapitaliste et vouloir abattre le système est plus facile aujourd'hui que dans les années 1990 où le capitalisme apparaissait comme triomphant. Les jeunes ont pu se mobiliser sur une série de questions : pour le mariage pour toutes et tous, dans la solidarité avec les migrantEs, la solidarité avec la Palestine, contre l'extrême-droite, ou contre les projets d'infrastructures capitalistes (NDDL, Sivens, Roybon).

Des possibilités existent pour les révolutionnaires dans la situation présente pour convaincre et être utiles à la construction de mobilisations, à condition d'être attentifs aux rythmes et aux modes de politisation dans la jeunesse, qui ne sont pas identiques à ceux du reste de la société.

1.2. Des gouvernements de combat dans toute l'Europe

La situation est toujours marquée par une profonde crise systémique du capitalisme. Les bourgeoisies, notamment en Europe, tentent par tous les moyens de relancer leur taux de profit. L'offensive est similaire dans tous les pays : casse des universités, augmentation des frais d'inscription, attaques contre le droit du travail, contre les retraites, créant des travailleurs pauvres et augmentant la précarité, remise en cause des conquêtes sociales (santé, IVG, VIH Sida) protégeant les plus précaires notamment, jeunes, femmes, trans... Les lois racistes se multiplient sous couvert de lutte contre le terrorisme. La "crise" des migrantEs actuelle, au lieu de conduire à des régularisations massives de sans-papiers, conduit les différents gouvernements à fixer des quotas de réfugiéEs et à renforcer les contrôles aux frontières (par le biais de l'agence Frontex). L'objectif est de contrôler la main-d'oeuvre : les quotas de réfugiés conduisent à des quotas plus restrictifs par corps de métiers pour les immigrés. La seule exception est l'Allemagne, mais il s'agit là encore de défendre les intérêts capitalistes, puisque celle-ci est en réalité en déficit de main-d'oeuvre (elle fait même machine arrière en expulsant certains groupes de migrantEs).

Les gouvernements européens ont aussi une politique impérialiste. La France, en particulier, conduit de façon permanente des interventions militaires. Au Mali et au Niger, elle défend les intérêts d'Areva. En Côte-d'Ivoire, de multiples sociétés. En Afghanistan, en Syrie, en Irak et dans tout le Moyen-Orient, elle défend ses positions géostratégiques, en lien avec Israël et les pays du Golfe. Depuis quelques années, on observe par ailleurs un soutien de plus en plus explicite de la France à la politique de l'Etat d'Israël.

La France et l'Allemagne s'allient pour pressuriser les pays du Sud de l'Europe. En Grèce en particulier, elles étouffent le pays par le mécanisme de la dette, des taux de changes usuriers. L'Union européenne et l'Euro sont leurs armes pour imposer des politiques ultra-libérales, des privatisations, la concurrence entre les travailleurs. Cependant, l'UE est en difficulté de plus en plus régulière : les intérêts des principales puissances ne sont pas faciles à concilier, et sont clairement contradictoires avec ceux des pays du Sud. La "crise migratoire" est un nouvel exemple de ces difficultés, avec la suspension des accords de Schengen en Allemagne.

La grande nouveauté depuis quelques années est le rapprochement entre les politiques des partis socialistes et des partis de droite. Auparavant, les premiers tentaient d'apparaître défendre un tant soit peu les intérêts des classes populaires. Aujourd'hui, ils ont entièrement assimilé les principes libéraux. Emmanuel Macron, le ministre de l'économie, ancien banquier d'affaire, en est la démonstration. Des coalitions droite gauche ont lieu dans différents pays. Lorsque l'un est au gouvernement, l'autre rencontre de grandes difficultés à se différencier, de très nombreux jeunes ne voient pas de différence entre la droite et la gauche. Ces partis s'usent de plus en plus vite, avec des alternances électorales très rapides. En Grèce, le PASOK est devenu en quelques mois un parti très minoritaire. La popularité de Hollande est au plus bas, tandis que la droite ne remonte que peu. L'extrême droite profite de cette situation dans de nombreux pays. En France, elle se présente comme voulant rompre avec le système et récolte aujourd'hui des scores immenses, y compris dans la jeunesse, par dépit, provocation ou par réel choix.

Les attaques antidémocratiques, avec la répression policière, antisyndicale ou raciste, sont le corollaire de cette montée de l'extrême droite : il s'agit pour la classe dominante de trouver des outils pour faire accepter des politiques toujours plus dures contre les classes populaires (ANI, loi Macron...).

1.3. Une époque de guerres et de révolutions

La crise est telle que la concurrence économique prend régulièrement une dimension guerrière. Les puissances impérialistes se disputent l'Afrique, le Moyen Orient ou encore l'Amérique du Sud. La Chine est l'un des nouveaux acteurs de cette course. La part de marché de la Chine en Afrique est passée de moins de 2% en 1990 à plus de 16% en 2011.

Les grandes puissances façonnent le monde en fonction de leurs intérêts, changeant les gouvernement comme en Côte-d'Ivoire ou au Burkina-Faso. Elles favorisent au contraire les régimes dictatoriaux en place comme la France en Syrie, et bien d'autres exemples. Les offensives guerrières produisent des monstres comme Daech, Al-Qaïda ou les groupes de seigneurs de guerre. Ceux-ci s'opposent aux organisations du mouvement ouvrier comme le PKK en Syrie et en Turquie.

Heureusement, des révoltes de masse existent, les situations révolutionnaires se sont multipliées ces dernières années. En Grèce et dans l'Etat espagnol, l'austérité a provoqué de grandes mobilisations. Dans les pays arabes, des révolutions ont été capables de renverser des régimes dictatoriaux. Le mouvement ouvrier et la jeunesse ont joué un rôle capital dans tous ces mouvements. Même s'ils ne débouchent pas pour l'instant sur des changements socialistes et si le reflux des mobilisations a permis à des courants réformistes ou confessionnels de se développer, tout cela doit nous rendre optimistes : les attaques provoquent, lorsqu'elles sont trop fortes, des réactions du monde du travail et de la jeunesse, comme nous le montrent les nombreuses mobilisations de masse dans la jeunesse à l'échelle internationale depuis le début de la crise.

1.4. De “nouveaux” réformismes

Les périodes de reflux des luttes sont propices à la (re)construction de courants réformistes. Lorsque les mobilisations diminuent, la conscience que c'est par la lutte que l'on obtient des victoires diminue. Le retour à la normale, au travail, à la routine de la société contribuent à recréer des illusions dans les institutions bourgeoises et dans les processus électoraux. Ainsi, le Front de gauche, Syriza ou encore Podemos se sont créés suite à des mobilisations massives, sur des morceaux d'appareils ou en attirant des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs révoltés par la société. Les mobilisations ne produisent pas mécaniquement une conscience révolutionnaire. Il faut pour cela que les luttes se retrouvent confrontées au pouvoir à une échelle de masse.

La construction de courants réformistes doit être analysée précisément. Sont-ils ou non sclérosés dans des appareils bureaucratiques ? Est-ce le résultat d'un mouvement vers la gauche, d'une radicalisation, ou au contraire d'un succès des réformistes pour faire entrer dans le rang une mobilisation ? Les révolutionnaires ont-ils la possibilité de s'adresser aux jeunes qui se radicalisent dans ces processus ?

Notre fil conducteur est de construire des organisations révolutionnaires capables de s'adresser largement à notre classe. En France, des partis comme le NPA ou LO ont la capacité de mener une politique indépendante et de s'adresser largement, y compris à la base sociale des organisations réformistes et à leurs militants, sans pour autant se fondre en leur sein comme le fait Ensemble.

Néanmoins, dans un contexte différent comme en Etat Espagnol, participer à Podemos peut être un moyen de s'adresser à des franges de notre classe qui se radicalisent.

L'enjeu est de maintenir une orientation et une structuration indépendantes afin de proposer nos perspectives programmatiques et d'amener des pans entiers de notre classe à poser la question de la rupture avec le système. Cela implique de rompre avec la tactique des gouvernements anti-austérité qui sèment des illusions sur la capacité à changer les choses de manière institutionnelle. Nous défendons dans ce type de cadres la nécessité de la mise en action de notre classe pour défendre ses intérêts.

Nous pouvons nous appuyer sur l'exemple grec : une politique qui vise à négocier avec les dirigeants capitalistes est sans issue et conduit au renoncement à tout programme anti-austérité. La fin des politiques austéritaires nécessite de rompre avec le capitalisme et ses institutions (État, Union européenne...). Ainsi, le refus de cautionner le troisième mémorandum d'une partie de Syriza et la constitution d'Unité populaire est pour nous un pas positif (bien qu'insuffisant) car il opère une clarification sur la gauche et une rupture avec le gouvernement.

Plus généralement, l'expérience grecque provoque des débats parmi les réformistes, entre ceux qui soutiennent encore Tspiras (PCF, Podemos) et ceux qui mettent en avant un « Plan B » impliquant la rupture avec l'UE (PG, Lafontaine). Cette position peut exprimer à la fois une forme de chauvinisme et une volonté de s'opposer à un des obstacles à la mise en place d'un programme anti-austérité. Nous dialoguons avec leur base en affirmant la nécessité de rompre à la fois avec l'UE, l'État et le capitalisme.

2. Notre profil politique : Dégageons le gouvernement, finissons-en avec le capitalisme.

2.1. Détruire le capitalisme pour construire une société sans classes et sans oppressions

Le profil politique que nous défendons dans la jeunesse lie plusieurs éléments, des plus immédiats au changement de société. Nos axes politiques sont liés à notre projet de société, à notre objectif de la rupture avec le système capitaliste. Nous nous battons pour une société sans classes et sans État. Nous voulons une société autogérée, où chacun est partie prenante de la production, de la formation, des débats politiques et de l'organisation sociale. Une telle société est le support matériel pour détruire les oppressions, les normes, les discriminations, les préjugés, et permettre l'émancipation de chacunE.

Nous pensons que c'est le prolétariat, la classe de celles et ceux qui n'ont que leur force de travail manuelle ou intellectuelle à vendre, qui est le moteur de ce changement, car elle permet de socialiser les moyens de production, de façon collective et autogérée. Par ailleurs, la jeunesse joue un rôle extrêmement important dans la rupture révolutionnaire. C'est bien souvent celle-ci qui fournit l'énergie et la dynamique dans les changements révolutionnaires, en particulier la jeunesse ouvrière.

Dans les pays capitalistes avancés, la jeunesse scolarisée joue un rôle très important. Elle rassemble des jeunes de la plupart des couches populaires et des couches intellectuelles petites-bourgeoises. Elle a donc un potentiel subversif important et nous devons être capables de nous lier à ses mobilisations propres. Malgré une situation très difficile, la jeunesse se mobilise régulièrement et de façon permanente. Les jeunes, qui sont moins intégrés à la société que les anciens, peuvent plus facilement se radicaliser et se révolter contre les injustices comme le racisme, les normes sexuelles, les inégalités, etc.

2.2. La démarche transitoire

Une campagne politique doit toujours être liée à la situation politique telle qu'elle est. Elle doit permettre de nous construire et d'entraîner notre milieu en faisant le lien entre notre propagande, la nécessité de la rupture avec le système, et notre agitation, ce sur quoi nous voulons mettre des gens en action. L'enjeu est donc de cibler ce qui semble légitime à notre camp mais permet aussi de faire comprendre que pour obtenir des victoires il faudra non seulement se battre mais aussi rompre avec les institutions et le patronat. C'est bien le problème des campagnes mises en place par le secteur jeunes : une déconnexion entre agitation et propagande et l'absence de démarche transitoire.

La première tâche est d'entraîner son milieu, car c'est dans l'expérience pratique que la conscience progresse. Le premier niveau d'organisation collective est le syndicalisme dans les universités. Il est important de se donner les moyens de reconstruire des équipes syndicales larges et combatives. Nous devons aussi essayer d'entraîner et d'organiser notre milieu sur d'autres questions que ce soit sur la Palestine, l'extrême-droite, le féminisme ou les questions LGBTI. Nombre d'entre eux ne sont pas prêts à s'organiser au NPA. Cela veut dire que nous devons partir d'où en sont les gens pour les convaincre qu'à terme ce sera le système entier qu'il faudra renverser. Cette conclusion est loin d'être automatique. Il faut donc tenter d'entraîner largement les gens notamment dans des cadres de front unique ponctuels ou permanents.

Ce que propose le secteur jeune depuis un moment est le mot d'ordre « stoppons le gouvernement par nos luttes », puis à un niveau plus propagandiste « le système ne nous offre pas d'avenir, révolution ! » Mais il n'y a aucune connexion entre les deux, autrement dit pas de démarche transitoire avec des mots d'ordre qui nous permettent de poser la question du pouvoir. Proposer aux luttes de dégager le gouvernement, c'est justement leur permettre de poser la question du pouvoir et de l'Etat, de qui dirige la société. Les camarades semblent considérer que la construction des luttes et la formulation de revendications suffit. Alors que nos mots d'ordre transitoires doivent sembler légitimes dans le contexte actuel mais aussi poser la question de la rupture avec les institutions et la propriété privée par la mise en action de notre camp et son auto-organisation. Poser la question du pouvoir, c'est aussi être capables de développer sur ce que devrait faire un gouvernement des travailleur-se-s et des jeunes : socialisation des secteurs clé de l'économie, annulation de la dette, rupture avec les

institutions capitalistes, nationales, européennes et internationales (OTAN, OMC...).

2.3. Quelle politique pour et dans les luttes ?

Notre politique pour construire des mobilisations doit combiner deux éléments : chercher à massifier en défendant l'unité la plus large possible autour de revendications immédiates ; et défendre une politique résolument indépendante. Il n'y a pas de contradiction entre faire vivre des résistances et nous construire.

2.3.1. Notre politique de front unique

Face à une attaque du gouvernement ou à une question d'actualité, nos forces et nos capacités d'influence restent limitées et malgré la crise que traverse l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, les courants réformistes conservent une influence sur des pans entiers de nos milieux. La direction de l'UNEF cristallise les illusions qui peuvent exister dans le milieu étudiant par rapport aux administrations d'universités et au gouvernement : pendant des mobilisations localisées, de filières, de sans-facs, etc. beaucoup ont des illusions sur la possibilité de négocier avec les administrations. C'est en faisant l'expérience d'une délégation qui n'obtient rien devant un conseil que l'on peut faire avancer la conscience qu'il faudra se battre.

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, les directions syndicales et les principales organisations de gauche refusent de manière encore plus évidente qu'auparavant, d'organiser l'affrontement avec le gouvernement. Cependant, s'adresser à toutes les forces du mouvement ouvrier, particulièrement les organisations de jeunesse qui sont prêtes à agir, que ce soit localement ou au niveau national, pour déclencher une dynamique de mobilisation sur des questions précises est une nécessité pour unifier notre classe. Massifier les mobilisations et ne pas se couper de toutes celles et ceux qui hésitent et ont des illusions vis-à-vis des institutions est une de nos préoccupations.

L'unité des organisations n'est pas une fin en soi, mais un moyen de mettre plus de gens en action au début d'une mobilisation, autour de propositions d'actions communes. Si nous cherchons à regrouper des forces, à appeler à des réunions unitaires pour proposer d'agir, c'est dans l'intérêt de la construction des mobilisations. Le front unique a une dimension stratégique : pour gagner contre la classe dominante, les classes dominées ont besoin de toutes leurs forces et c'est en se confrontant à des problèmes politiques que les jeunes apprennent à les résoudre, et c'est dans l'action collective que les solutions émancipatrices se découvrent. Le front unique a également une dimension tactique : c'est un moyen, en entraînant les réformistes, de s'adresser aux franges qu'ils influencent, de leur proposer notre politique et de les convaincre par l'action de l'inconséquence de leurs directions. Cela ne veut pas dire que nous ne prenons pas d'initiatives lorsque les autres courants ne veulent pas agir, mais nous ne pouvons pas nous réjouir d'être seuls.

2.3.2. Quelle politique défendre ?

Construire un cadre unitaire pour les révolutionnaires n'est en rien contradictoire avec le fait de défendre une politique indépendante de A à Z. Participer à un cadre unitaire avec les organisations du Front de gauche et diverses associations d'aide aux réfugiés en juin dernier nous a permis d'impulser des manifestations unitaires en solidarité avec les réfugiés de La Chapelle. Néanmoins, dès le départ, nous avons défendu l'auto-organisation des migrants, face au PC et à EELV, qui ont bataillé contre et ont cherché à proposer des solutions d'hébergement non pérennes. Pour faire respecter les décisions des migrants prises en Assemblées générales, nous avons même été amenés à nous affronter directement avec ces courants.

De manière générale dans les mobilisations, nous défendons l'auto-organisation, seule à même de favoriser l'extension des conflits et de faire en sorte que les décisions soient prises démocratiquement. C'est de cette manière que nous pouvons faire émerger une direction alternative. Pour permettre de faire gagner les mobilisations, nous proposons des revendications, des objectifs précis et des rythmes qui posent la question de l'affrontement avec le gouvernement et l'extension à d'autres secteurs comme une nécessité pour taper tous ensemble.

3. Nos priorités dans la prochaine période: faire face à l'offensive capitaliste et réactionnaire, mettre en échec la politique du gouvernement et nous construire

Le cadre politique général de notre intervention dans la prochaine période est «*Dégageons le gouvernement, finissons-en avec le capitalisme !* ». Le secteur jeunes se fixe deux priorités: 1/ Face aux attaques du gouvernement et des capitalistes, nous luttons pour l'émancipation et l'autonomie des jeunes, en tentant d'agir sur leur conditions sociales d'existence et de reconstruire la conscience collective. 2/ Face à l'offensive réactionnaire, nous défendons l'émancipation et l'auto-organisation des oppriméEs en montrant l'imbrication entre l'exploitation capitaliste et les systèmes de domination (racisme, hétéro-patriarcat), et nous tentons de faire exister des luttes contre les oppressions spécifiques. Enfin, le secteur jeunes doit être réactif à l'actualité, en particulier sur les questions écologiques, qui ont démontré qu'elles étaient un biais de politisation important dans la jeunesse.

3.1. Précarité, austérité, contrôle social des jeunes: Faire face aux attaques du gouvernement et des capitalistes

Notre priorité est de mettre un coup d'arrêt à la dégradation des conditions sociales d'existence de la grande majorité des jeunes suite aux attaques répétées du gouvernement et du patronat : précarité, casse du service public d'éducation,

répression de la jeunesse. C'est autour de ces questions que se joue le plus directement le rapport de force avec la classe dirigeante. Ce travail doit être accompagné d'une politique volontariste pour construire des mobilisations à partir des questions les plus immédiates et pour reconstruire la conscience de classe et les capacités de résistance de notre milieu, en particulier les équipes syndicales dans les universités.

3.1.1 Nos propositions politiques

Précarité. Face à la dégradation des conditions de vie des jeunes, nous mettons en avant l'interdiction des licenciements, des CDI pour toutes et tous et l'interdiction des emplois précaires dont les jeunes (et les femmes !) sont les premières victimes, l'échelle mobile du temps de travail, l'embauche massive de personnels dans les services publics et leur titularisation. Ces mesures sont les seules capables d'endiguer le chômage de masse et la précarité, notamment chez les jeunes, qui obtiennent leur premier emploi stable en moyenne à 27 ans.

Nous revendiquons un présalaire d'autonomie pour toutes et tous à hauteur du SMIC, seul capable de mettre en autonomie les jeunes, de leur permettre de faire leur propre choix de vie, d'étude et de sexualité. Nous nous battons, de manière immédiate, pour la revalorisation de toutes les bourses et aides sociales.

Défense du service public d'éducation. Dans les lycées, nous défendons des conditions de travail décentes, avec 20 élèves par classe, des moyens matériels, un nombre d'heures de cours suffisantes pour mettre fin au bachotage. Nous défendons également les libertés élémentaires : droit de réunion, droit de s'exprimer sur l'actualité, de contester le contenu des cours, droit de s'habiller comme on le veut. Nous défendons une Université 100% publique et gratuite, accessible aux classes populaires, par la fin de la sélection et l'embauche massive de personnels. Nous nous opposons aux projets des classes dominantes qui visent à rentabiliser l'enseignement supérieur par la mise en concurrence, l'autonomie et la soumission de nos formations aux intérêts des capitalistes. Nous nous battons pour des diplômes nationaux, reconnus par l'Etat et dans les conventions collectives, et pour une université démocratique, où les étudiantEs ne sont pas considérés comme de simples consommateurs du savoir, mais également comme producteurs.

Enfin, au-delà de la défense immédiate du service public, nous remettons en cause le système éducatif lui-même comme un appareil de reproduction sociale qui transmet l'idéologie dominante et entretient les préjugés sexistes, racistes et homophobes dans les programmes scolaires. Pour nous, il n'y a pas d'émancipation possible et d'éducation égalitaire sans une destruction des rapports qui existent actuellement à l'Ecole et à la fac, et sans la participation active des élèves et des étudiantEs. Nous devons étudier et faire étudier les réponses révolutionnaires des éducateurs "pour l'école du peuple".

Face au contrôle social. Les gouvernements mettent en place un ensemble de

mesures pour discipliner la jeunesse et les salariés, contrôler la main-d'oeuvre, instaurer un climat de peur (loi renseignement, dispositif "stop djihadisme" à l'école...). Nous défendons les libertés démocratiques, le droit à manifester, les droits d'expression politique et syndicale face à leur remise en cause par les préfetures et les administrations. Nous revendiquons le droit de vote à 16 ans. Enfin, nous défendons la dissolution de la BAC, le désarmement de la police, la fin des contrôles aux faciès et d'une justice de classe, raciste, transphobe, lesbophobe et sexiste au service de la minorité possédante. La légalisation du cannabis et la dépénalisation de toutes les drogues, les politiques anti-drogues menées par l'Etat visant principalement à renforcer le contrôle social dans les quartiers populaires.

3.1.2 Construire le rapport de forces dans les facs et les lycées

Dans les lycées, au vu de nos forces, notre priorité est la construction autour de nos idées. Les syndicats lycéens sont des coquilles vides à l'échelle nationale, néanmoins, il est également possible de développer un travail de type syndical.. Il est en effet possible de mettre en action les lycéenNEs par rapport aux suppressions de postes, aux problèmes d'emploi du temps, ou encore au flicage accru (contrôle des cartes, interdiction de sortir, droits d'expression, etc.). Cela nécessite d'avoir une activité politique régulière sur les lycées, bien souvent de l'extérieur, et d'échanger avec les lycéens sur les problèmes rencontrés et leur proposer d'agir, en organisant une réunion à la fin des cours pour discuter de comment les résoudre (appeler à une AG, organiser un rassemblement devant la direction, un blocage, faire une page facebook...). Nous pouvons proposer notre aide pour imprimer les tracts, ramener un mégaphone, etc. C'est une manière de montrer notre utilité et de se construire.

Dans les facs, notre rôle est de faire le lien entre les problématiques les plus immédiates et le projet plus général des classes dominantes. La sélection de plus en plus importante pousse de nombreux étudiants à la porte des universités chaque été. Sur les chaînes d'inscription à la rentrée, mener des campagnes pour l'inscription de touTEs les étudiantEs est une priorité, à l'image de ce qui a déjà été fait à Nanterre, à Paris 1 ou à Toulouse. Tout au long de l'année, nous devons convaincre que les problèmes que nous rencontrons dans un TD, une filière ou une fac sont le résultat de la politique du gouvernement et des réformes néolibérales (austérité, LRU, Loi Fioraso...). Pour y mettre un terme, il ne suffira pas de lutter chacun dans son coin. Nous nous adressons également aux salariés et enseignants dans les universités, dont une majorité est de plus en plus touchée par la précarité du fait de la mise en concurrence (précaires de la recherche, vacataires, etc.). C'est pour cela que nous mettons en avant des revendications unifiantes (réinvestissement de l'Etat, embauches massives, diplômes nationaux...) et que nous défendons l'existence de dates de mobilisation nationale sur lesquelles s'appuyer.

3.1.3. L'activité syndicale: se lier au milieu étudiant

Le syndicalisme étudiant est affaibli. C'est le résultat de facteurs objectifs :

précarisation croissante du milieu étudiant, conséquences des réformes néo-libérales, absence de mobilisations étudiantes d'ensemble, malgré quelques exemples de luttes locales qui n'ont jamais réussi à dépasser l'isolement. La génération militante du CPE et des luttes de masses sur les facs est partie, les réflexes militants accumulés sont à reconstruire. C'est également la conséquence de l'orientation des principales organisations étudiantes. La direction de l'UNEF refuse de s'affronter à la politique du gouvernement et structure son activité autour d'un syndicalisme de service et délégataire. L'orientation de Solidaire étudiant.e.s, en crise depuis plusieurs mois, n'a pas plus permis d'aider à la reconstruction de cette conscience : l'activité de la plupart des sections se limite souvent à la dénonciation idéologique des réformes néo-libérales.

Presque tout est donc à reconstruire. Si la conscience que la politique du gouvernement est mauvaise est assez partagée dans nos milieux, c'est la conscience que se mobiliser peut changer les choses qui est en net recul. Pour mettre des étudiantEs en action, leur permettre d'accumuler des expériences de luttes collectives et de trouver de nouveaux réflexes collectifs qu'ils/elles garderont durablement, nous devons partir des problèmes les plus immédiats.

De nos capacités d'action au niveau syndical dépend en partie notre capacité d'influencer le milieu étudiant à une échelle large, bien au-delà des seuls étudiantEs déjà politiséEs et attentifs à nos idées anticapitalistes. Le syndicat n'est pas un parti et il ne répond pas aux mêmes objectifs. C'est un regroupement permanent sur la base d'intérêts matériels et moraux immédiats, tandis que le parti vise à regrouper sur la base d'un projet et d'une stratégie.

Impliquer les étudiantEs dans les batailles syndicales. Notre objectif est qu'ils participent activement et organisent leur mobilisation, par l'auto-organisation. Pour des raisons tant démocratiques que d'efficacité, les premierEs concernéEs doivent décider et agir. La massification d'une mobilisation passe par la prise en charge par la majorité. C'est en agissant que l'on se rend compte que l'on partage les mêmes problèmes que les étudiantEs d'une autre filière ou d'une autre fac.

Reconstruire des équipes syndicales. Nous tentons de regrouper dans des équipes syndicales le maximum d'étudiantEs sans préalable d'orientation ou d'idéologie ainsi que des courants politiques et des étudiantEs qui s'organisent pour la première fois autour de la défense de leurs intérêts fondamentaux. Pour cela, la première étape est d'organiser des réunions syndicales régulières, distinctes de celles du parti, avec des topos de formation, des points concrets pour définir l'activité. Construire des équipes syndicales combatives implique de batailler pour la démocratie dans nos syndicats et contre la bureaucratie. ToutEs les militantEs doivent pouvoir s'exprimer et décider de l'activité à l'échelle locale. Nous refusons la discipline syndicale et le centralisme bureaucratique. Nous défendons également l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'Etat et des administrations. Néanmoins, nous nous donnons les moyens pour faire exister des liens entre les équipes syndicales combatives à l'échelle nationale.

Dans l'UNEF cela passe par construire la TACLE, tendance issue du dernier congrès qui regroupe des militantEs du NPA et d'Ensemble. Pour faire vivre cette tendance, nous défendons que se tiennent des stages nationaux, que du matériel pour aider les sections soit élaboré régulièrement, etc. Nous luttons contre la division syndicale du milieu étudiant, en développant l'unité d'action syndicale sur des questions précises à chaque fois que cela est possible.

Enfin, nous défendons un syndicalisme de transformation sociale, capable de prendre en charge toute une série de questions, et qui s'inscrit dans le mouvement ouvrier : les étudiants sont des jeunes travailleurs intellectuels en formation qui se destinent pour une grande majorité à faire partie de la classe ouvrière, et nous défendons que nos intérêts doivent se situer en solidarité avec cette dernière.

3.2. Faire face à l'offensive réactionnaire et à l'extrême-droite

L'autre priorité que nous nous fixons est d'intervenir face aux oppressions que subissent violemment toute une partie des jeunes (les femmes, les LGBTI et les personnes raciséEs), renforcées dans le cadre de l'offensive réactionnaire actuelle. Le système capitaliste récupère et s'appuie sur le racisme et le patriarcat pour assurer davantage sa domination et diviser ceux et celles qui devraient s'unir. L'oppression que vivent ces dernierEs est combinée avec l'exploitation qu'elles/ils subissent au quotidien.

Il est fondamental de faire exister des luttes d'oppriméEs contre leur oppression spécifique et sur des revendications *qui leur sont propres*. Cela joue un rôle capital pour qu'elles/ils reprennent confiance en leurs propres forces, donc dans la construction du rapport de force général. En outre, les luttes contre les oppressions spécifiques d'une part, et la construction du rapport de forces autour de questions sociale et éducative d'autre part, ne sont pas déconnectées. Ces questions peuvent se croiser : lutte pour l'accès à l'éducation et pour la régularisation des étudiantEs sans-papiers ou contre l'interdiction du voile, etc. Dans les luttes des oppriméEs, nous défendons également la nécessité d'unir nos forces contre la politique du gouvernement comme premier responsable de l'offensive réactionnaire.

Enfin, les mobilisations de ces dernières années ont montré que ces questions sont un vecteur supplémentaire de radicalisation dans une société profondément violente et oppressive, en particulier dans la jeunesse. Nous devons chercher à remettre systématiquement en cause dans notre propagande le racisme d'Etat, les normes hétéro-patriarcales dominantes (notamment la famille et le mariage) et les normes de sexualités et défendre l'émancipation des premierEs concernéEs par leur lutte et leur auto-organisation.

3.2.1. Face au racisme, à l'islamophobie et à l'impérialisme

La pierre angulaire de l'offensive actuelle est l'islamophobie. La rhétorique du « choc

des civilisations » permet de justifier les guerres impérialistes et les politiques anti-immigration. C'est une donnée primordiale dans la période qui vient, et il est plus qu'urgent de doter notre organisation d'une politique pour y faire face.

Face au racisme, nous défendons l'abrogation de toutes les lois racistes, à commencer par l'interdiction du voile à l'école et la loi immigration du gouvernement Hollande, le droit de vote de touTEs les étrangerEs à toutes les élections, le libre accès à l'université et au système d'aide sociale, la régularisation de tous les sans-papiers. Des mobilisations existent : les différentes initiatives contre l'islamophobie qui ont eu lieu le semestre dernier, les manifestations antiracistes, les luttes des réfugiés à Paris et dans d'autres villes. Dans la jeunesse, nous pouvons dégager quelques priorités : la question de la solidarité avec les réfugiéEs et avec les étudiantEs étrangerEs. Les cadres RUSF dans certaines facs permettent d'accompagner ces dernierEs vis-à-vis de leur problèmes de papiers. Nous pouvons les construire et tenter de créer des dynamiques de luttes collectives, en regroupant les étudiants sous le coup d'une OQTF, en menant des campagnes de solidarité (pétitions, réunions...) en direction de touTEs les autres étudiantEs. Nous tentons également d'agir face aux remises en cause du port du voile à l'université (comme dans certains ESPE, où quand des profs refusent de faire cours à des femmes voilées).

Le développement de l'impérialisme est le pendant extérieur des politiques racistes et islamophobes. Nous défendons l'arrêt immédiat des interventions militaires. L'impérialisme fait partie du problème, et ne peut pas faire partie de la solution face aux groupes ultra-réactionnaires comme Daesh et Boko Haram. La France, aux côtés des Etats-Unis et de l'OTAN, joue un rôle actif dans le soutien de régimes dictatoriaux et réactionnaires, en premier lieu duquel le régime d'apartheid israélien. Face aux ingérences capitalistes, nous défendons l'auto-détermination des peuples, et nous développons des campagnes de solidarité internationale lorsque l'actualité l'impose. Sur la question palestinienne, comme l'a montré la mobilisation importante des jeunes l'été dernier, il est possible de développer un travail de plus long terme. Là où cela se pose, nous pouvons intervenir dans les cadres unitaires qui mènent du travail en solidarité avec le peuple palestinien que sont les collectifs BDS dans certaines villes.

3.1.2. Face au patriarcat : luttons pour l'émancipation des femmes et des LGBTI !

Face à l'oppression des LGBTI. Le retour à l'ordre moral est une donnée importante dans le climat réactionnaire actuel. Après la mobilisation contre le mariage pour toutes et tous il y a deux ans et les reculs du gouvernement (PMA, droits des trans, financement pour lutter contre le VIH...), les agressions homophobes et lesbophobes se sont multipliées. Chaque année, les Marches des Fiertés nous démontrent que les questions liées à la sexualité concernent et politisent les jeunes au premier chef. Nous devons nous investir dans la préparation d'échéances du type Marches des Fiertés, Existrans, journée contre l'homophobie... et mener une activité avec les structures

militantes du mouvement LGBTI (états généraux LGBTI, assos de facs, etc.).

Face à l'oppression des femmes. Un travail est possible et nécessaire. Nous devons être réactifVEs, notamment face aux menaces contre le droit à l'avortement ou les fermetures de centres IVG, qui ont fait l'objet de luttes et de manifestations ces dernières années. Le féminisme ne se résume pas pour nous à une manifestation tous les 8 mars et doit faire partie intégrante de notre intervention, et ce dans tous les cadres : politique, syndical... En fonction de l'actualité nous intervenons sur différents axes : la précarité des femmes, l'accès à l'avortement et à la contraception en particulier dans nos lieux d'études, la sexualité et les violences faites aux femmes, les réfugiéEs victimes de guerres et les questions d'oppressions croisées type lois ou mesures anti-voile, lesbophobie, transphobie, biphobie...

Il est aujourd'hui possible d'entraîner dans l'action des jeunes femmes et des jeunes LGBTI. En fonction de nos forces, nous pouvons participer ou initier des collectifs unitaires regroupant des étudiants ou lycéenNEs non organiséEs, qui se politisent pour la première fois. L'hétéropatriarcat et le capitalisme entretiennent des rapports contradictoires que nous devons analyser dans leur complexité. Nous devons par ailleurs être attentifs aux réflexions des courants féministes et LGBTI, qu'ils soient issus du marxisme ou non. Quoi qu'il en soit, la crise du capitalisme est lourde de dangers, de part l'austérité (fermeture de centres IVG, limitation de l'autonomie des jeunes...) et de part les courants réactionnaires qu'elle nourrit. Nous défendons la perspective de la lutte contre toute oppression, tant qu'il le faudra.

3.1.3. Face à la montée de l'extrême-droite

Sa progression est une réalité en Europe. En France, le FN progresse même si, pour l'instant, il n'est pas une option crédible à court terme pour la bourgeoisie française, qui peut encore compter sur les partis traditionnels pour appliquer son programme. Néanmoins, l'instabilité politique croissante doit nous encourager à formuler une réponse. Le poison raciste, sexiste, homophobe et nationaliste que l'extrême-droite distille dans notre camp social nuit à ses capacités de résistance, y compris dans la jeunesse (notamment les groupes complotistes et antisémites autour de Soral et la Dieudosphère) grâce à Internet, terrain qu'il faut investir urgemment. Nous développons une politique spécifique pour contrer son influence. Engranger des victoires sociales ne suffira pas à la faire reculer. Il n'y a pas d'automatisme entre augmentation du rapport de forces et recul de l'extrême-droite. Cela passe par organiser des démonstrations face à elle pendant ses échéances publiques : manifestation contre son congrès, ses réunions publiques, lorsqu'elle vient distribuer des tracts sur nos facs et nos lycées. Nous cherchons l'unité la plus large possible et la mise en action de nos milieux, ce qui est déterminant pour faire progresser la conscience que l'extrême-droite est le pire ennemi de notre camp social. Le programme social du FN est un programme contre les intérêts des salariéEs, il cherche à nous diviser en créant des boucs-émissaires (les immigréEs, les musulmanEs, les chômeurSEs) et il défend un retour à l'ordre moral qui s'en prend notamment à

l'autonomie des femmes (contre « l'avortement de confort », pour un salaire domestique). Nous expliquons que les solutions nationalistes qu'il propose (fermeture des frontières, sortie de l'UE, préférence nationale) visent en réalité à mettre les peuples en concurrence : nous y opposons la solidarité internationale. Nous expliquons enfin que la progression du FN est le résultat des politiques antisociales menées par le gouvernement de « gauche » qui sèment désillusions et désespoirs, et que le FN ne représente en rien une option face à ces politiques, qu'il faudra au contraire retrouver le chemin de la rue pour y faire face ! Nous nous dotons d'un matériel d'analyse sur ces questions, et nous défendons que nos syndicats prennent en charge ce travail, en développant pour commencer le réseau VISA. Il s'agit de renforcer les capacités du mouvement ouvrier pour faire face à l'influence de l'extrême-droite dans notre classe. Enfin, face aux agressions physiques et à la violence des groupes d'extrême droite radicale, nous devons développer nos capacités d'auto-défense, en renforçant les formations pour assurer notre sécurité, en manif, dans notre activité quotidienne et sur les réseaux sociaux.

3.3. Être réactifs à l'actualité : la COP 21 et la crise écologique

Le secteur jeunes doit être capable de se mettre en ordre de bataille ponctuellement autour de questions transversales qui peuvent faire l'actualité à un moment donné. La crise écologique et la lutte contre la COP 21 en font partie ! De nombreuses mobilisations autour des thématiques écologiques existent depuis plusieurs années, notamment par rapport aux projets d'aménagement du territoire conduit par l'Etat et des grands groupes capitalistes : l'aéroport NDDL, le barrage de Sivens, la ferme des Mille vaches. Il est possible de mobiliser des jeunes face aux désastres climatiques.

La COP 21 se tiendra en décembre à Paris et réunira les chefs d'Etat des principaux pays du monde, dont les principaux responsables de la crise environnementale. Face à l'hypocrisie de cette grande messe, nous cherchons à nous adresser aux larges franges de la jeunesse qui se politisent sur les questions écologiques en leur proposant de construire avec nous la mobilisation (dans le cadre de collectifs d'organisation et d'individus là où cela se pose) tout en avançant sur nos solutions anticapitalistes et révolutionnaires vis-à-vis de la crise environnementale, par le biais de réunions publiques, de meetings... Nous construisons avec d'autres courants de l'écologie radicale un pôle anticapitaliste lors de la manifestation à Paris.

Par ailleurs, sur les questions écologiques, il est possible d'avoir une activité plus régulière en fonction des réalités locales des villes et des comités (campagne pour les transports gratuits, TGV Lyon-Turin, etc.). Surtout, ces questions doivent être intégrées à notre activité de propagande régulière de manière plus importante. Nous pouvons organiser des réunions publiques ou des comités ouverts pour défendre qu'il n'y aura pas de réponse climatique globale sans remise en cause du capitalisme. Nous mettons en avant la sortie du nucléaire par le développement des énergies renouvelables, ce qui impose de mettre la recherche publique sous contrôle de la population, la réquisition des groupes énergétiques et leur contrôle par les salariés et les usagers et l'arrêt de

tous les grands projets inutiles. Nous défendons également la gratuité pour la consommation énergétique de base, la gratuité et le développement des transports publics pour toutes et tous et une transition énergétique basée sur la planification économique à partir des besoins socialement utiles. Enfin, les problématiques écologiques rejoignent d'autres questions, en particulier celle des réfugiés : les pays du Sud sont d'année en année plus confrontés aux désastres climatiques, poussant déjà des dizaines de milliers d'habitantEs à l'exil.

4. Faire face aux difficultés, reconstruire un secteur jeunes autonome et démocratique

4.1. Comment développer notre apparition politique concrètement?

Le secteur jeunes et sa direction (le SNJ) doivent être de nouveau capables d'élaborer régulièrement du matériel autour des priorités politiques définies plus haut, qui puissent être utiles aux militants dans les différentes villes et comités.

4.1.1. Dans les facts

Le développement d'une apparition politique en tant que NPA y est primordial. Les diffusions de tracts, la vente du journal, les collages et affichages permettent de discuter directement de politique et de nous visibiliser. Selon la réalité de chaque comité, nous ne pouvons pas avoir les mêmes objectifs. Mais il faut faire les choses régulièrement, par exemple, une table hebdomadaire ou quinzomadaire. Il faut surtout penser cette activité d'un point de vue qualitatif : l'organiser avec des nouveaux militants ou des sympathisants, les entraîner dans les discussions vers l'extérieur, les faire militer avec nous. Nous cherchons à systématiser des échéances publiques pour nous construire, à faire des réunions publiques et/ou des comités ouverts. Il peut y avoir différentes échelles : un comité ouvert s'organise avec des rappels, une réunion publique avec un affichage et des diffusions de tracts, un meeting sert à créer l'événement à un moment précis. Mais quoi qu'il arrive, cela nous oblige aussi à une activité régulière, à tenir un fichier de nos sympathisants, à leur proposer des initiatives...

4.1.2. Dans les lycées

Chaque comité doit développer une intervention régulière devant au moins un lycée, voire plus. Tout en maintenant une intervention sur les lycées généraux, nous devons aussi tenter d'intervenir sur des lycées pro en nous préoccupant du public plus particulier que nous pouvons y toucher (lycées très féminisés...). Une intervention régulière et qui ne se contente pas de diffuser un maximum de tracts, mais qui se combine avec un travail d'accroche, de discussions et de prises de contacts, finit souvent par porter ses fruits. Pour rajeunir notre organisation et pour regagner une implantation solide dans les lycées il n'y aura pas de raccourci : il faut un travail

patient dont l'objectif est de recruter des lycéens au NPA. Quand nos forces le permettent, il faut structurer l'intervention lycéenne en mettant en place des équipes de suivi des lycées capables de faire des comptes-rendus d'activité réguliers en comité, de suivre les contacts, d'organiser l'apparition régulière. Il faut aussi adapter les activités aux rythmes des lycées : diffusions de tracts lors des récréations ou des sorties de cours pour avoir des discussions, réunions en fin d'après-midi ou le week-end et non en soirée, proposer des activités dynamiques et des discussions politiques intéressantes.

4.1.3. La campagne présidentielle de 2017

Cette campagne est avant tout une tribune qui nous permet de défendre nos idées, dans une période où des jeunes sont attentifs à ce que l'on peut raconter. Ce doit être l'occasion d'insuffler une dynamique commune de l'ensemble du secteur jeunes. A la rentrée 2016, nous sortirons du matériel qui reprendra un plan d'urgence pour la jeunesse sur la base des axes définis plus haut et nous développerons dans cette campagne la nécessité de lutter et de s'organiser pour changer le monde. Nous mettrons en place une série de meetings en lien avec l'ensemble du NPA, notamment sur les facs, et nous construirons des comités locaux de soutien à la campagne du NPA dans la jeunesse. Ces comités, ouverts le plus largement possible, nous permettront de mener largement la campagne et de discuter avec nos contacts dans le but de les intégrer à notre organisation sur le long terme.

4.1.4. Une politique spécifique en direction des jeunes travailleurSEs

Nous avons une réelle difficulté à organiser les jeunes travailleurs. Cela est dû à la dégradation des conditions d'existence de la jeunesse travailleuse et à la généralisation de la précarité. Il existe peu de cadres collectifs d'organisation des JT. Nous pouvons développer des priorités dans notre intervention.

1/ Dès que cela est possible chaque section doit avoir un travail en direction des jeunes travailleurs. Il s'agit de toucher les jeunes en Centre de Formation et d'Apprentissage (CFA) et les jeunes travailleurs en foyer (FJT), car ce sont les principaux lieux de concentration de jeunes travailleurs. Aucune organisation syndicale ne milite en direction des CFA et des FJT, ainsi ce travail inclut une dimension de type syndical. Nous devons mettre à profit l'écho des idées anticapitalistes au sein des classes populaires pour nous implanter durablement dans ces milieux.

2/ Les jeunes travailleurs de l'organisation doivent être syndiqués et discuter dans leur milieu des campagnes et de l'activité de l'organisation. Nous faisons un effort particulier pour structurer l'activité des camarades qui sont AED. Il s'agit du secteur où nous avons l'implantation la plus importante et il s'agit bien souvent de camarades militants également à l'université qui ont une certaine expérience. L'intervention syndicale nous permet d'organiser notre milieu, pour la défense des statuts et des conditions de travail. Nous avançons la nécessité de nous organiser collectivement

pour défendre nos droits, mais il s'agit aussi d'élaborer un discours plus politique sur notre projet général pour l'enseignement

3/ Nous essayons d'être réactifs dès qu'une grève se déclenche, notamment dans les entreprises embauchant beaucoup de jeunes (Mac Do, Fnac, Pizza Hut...) et apportons notre soutien aux grévistes.

4/Nous devons intervenir et organiser les étudiants suivant des formations en IFSI ou dans les écoles du travail social. Les étudiants suivant ces formations sont soumis à l'exploitation lors des stages, à la dégradation de leurs conditions d'étude et de la valeur de leurs diplômes. Des suivis nationaux doivent exister afin de coordonner l'activité syndicale au sein des établissements. Une intervention politique est également envisageable, avec l'appui extérieur d'autres camarades. Dans la mesure du possible, nous devons regrouper au sein des mêmes comités de facs les camarades inscrits dans ces formations. Cela doit permettre de faciliter un début d'intervention commune. Des commissions spécifiques pour l'échange des expériences et pour l'élaboration de matériel peuvent également être créées ou renforcées.

4.2. Pour un secteur jeune national

4.2.1. Revenir à une autonomie réelle

L'intérêt de construire un secteur jeunes est de permettre une relative déconnexion des débats des jeunes par rapport à ceux du parti. L'objectif est à la fois de mieux capter les rapides évolutions des phénomènes de radicalisation de la jeunesse et de permettre de s'approprier les débats aux rythmes de militants ayant peu d'expérience et de formation. Actuellement, les débats du secteurs jeunes sont calqués trop mécaniquement sur ceux du parti et cela tend à dégoûter certains camarades et à déconnecter le secteur jeune des préoccupations de la jeunesse. L'affiche associant Tsipras, Hollande et Merkel en est une caricature. Pour faire face à la désagrégation du secteur jeunes et de ses instances, pour coller à son milieu d'intervention il est important que les membres du secteur jeunes soit lycéens, étudiants, jeunes travailleurs précaires afin d'éviter une trop grande déconnexion entre les militants et la jeunesse. Faire militer et se former ensemble un lycéen de 15 ans et un enseignant de 27 ans tend à reproduire des oppressions. Nous observons un vieillissement trop important des militantEs, a fortiori dans les instances. Nous devons également réaffirmer une autonomie du secteur jeune.

4.2.2. Une direction qui organise réellement le secteur jeune

Le Secrétariat Jeunes est la direction nationale du secteur jeunes, elle se réunit toutes les deux mois au minimum, il y a un minimum de cinq réunions du secrétariat jeunes par an. Le secrétariat jeunes est élu à la proportionnelle des plates-formes tout en tendant à représenter l'ensemble des villes dans lesquelles nous sommes présent-e-s. Il tend à la parité de ses membres quitte à réduire sa taille en cas de trop gros

déséquilibre hommes-femmes. Tous les secrétariats jeunes se laissent la possibilité d'avoir une AG non-mixte. Le but de cette AG est de discuter de l'orientation féministe et des problèmes de sexisme à l'intérieur de l'organisation et de ses directions. Les résolutions sont envoyées 15 jours avant chaque secrétariat jeunes sur la liste discussion jeunes.

Le Bureau de Secrétariat Jeunes est la direction exécutive du secteur jeunes, il est élu au sein du secrétariat jeunes, à la proportionnelle des plates-formes. Le BSJ se réunit toutes les semaines à heure fixe, sauf exception. Il rend compte de son activité devant le secrétariat jeunes, et associe à des tâches ponctuelles (commission RIJ, 3 Jours) des membres du secrétariat jeunes.

Il existe un permanentat pour le secteur jeunes, il est réparti entre les différentes plateformes si cela se pose. Son rôle est d'envoyer le matos aux villes, de gérer les listes de discussion jeunes, écrire les feuilles de routes et les tracts ainsi que de gérer le site internet, le journal jeune et les réseaux sociaux.

Il est impératif que les camarades permanents choisissent un temps de permanentat où ils et elles travaillent pour le secteur jeunes du NPA, ce temps se fait sauf exception à Montreuil dans les locaux du NPA. Ces horaires doivent être le plus fixe possible pour permettre à l'organisation de contrôler et d'avoir un regard sur son permanentat et surtout pour permettre aux villes d'être certaines de pouvoir joindre le national à certains horaires pour des discussions politiques. De la même façon, les permanents rendent compte de leur mandat devant le SNJ.

4.2.3. Les stages de formation et les temps nationaux

Les réunions nationales ont pour objectif la formation des militantEs et sympathisantEs, mais aussi de donner envie à des jeunes dont c'est la première expérience de militer. L'objectif est donc de partir des préoccupations des jeunes, de leurs envies et besoins pour militer, pas de servir de supplétif aux supposés manques du NPA ou de la IVe Internationale.

Les priorités sont les formations historiques (Révolution russe, guerre d'Espagne, Commune de Paris, Mai 68, etc.) et théoriques (féminisme, front unique, fascisme, bureaucratie, bases de l'économie marxiste, questions LGBTI, etc.) mais il faut aussi ajouter des aspects internationaux (Grèce, Chine...), sur les mobilisations récentes (95, CPE...) et les questions culturelles.

Les formations doivent être conçues par les jeunes, mais les topos peuvent sans hésitation être confiés à des camarades plus âgés : nous construisons le secteur jeune du NPA, donc nous nous appuyons sur son capital politique ainsi que celui de la IVe Internationale.

Les Trois jours pour changer le monde et les RIJ sont des priorités nationales, absolues,

pour l'organisation. Ce sont en effet les moments principaux de recrutement et de formation pour les militantEs et les sympathisantEs. Le fait que les RIJ aient lieu dans l'Etat espagnol l'an prochain est une chance pour nous de comprendre et discuter avec les camarades d'Anticapitalistas de l'expérience de Podemos. Un stage de formation annuel est organisé pendant les vacances de décembre.

4.2.4. Développer notre système de presse et la structuration du secteur jeune

L'appartenance à une organisation se concrétise par le paiement d'une cotisation, par la diffusion de ses idées et la participation aux réunions. Le suivi du paiement des cotisations par les membres du secteur jeunes est donc une tâche importante des trésorierEs des comités et de la trésorerie nationale du secteur jeune. Celle-ci doit gérer le budget de façon à ce que le Secteur jeune soit réellement autonome, capable de prendre ses propres décisions, d'anticiper ses choix et de les hiérarchiser.

Le système de presse doit se renforcer pour mieux coller à l'actualité et toucher un maximum de personnes. La circulation de l'information est devenue instantanée et continue. Nous devons donc, par le biais des permanents en particulier, privilégier le site internet et les réseaux sociaux. Le journal, puisque nous n'avons pas les moyens qu'il sorte plus souvent qu'une fois par mois, doit donc jouer plutôt un rôle d'analyse des luttes et de la situation. Une commission du SNJ est chargée d'assurer la rédaction, la diffusion du journal et l'alimentation du site et des réseaux sociaux. Sur les tracts, il faut indiquer notre présence sur Facebook et Twitter, et assurer celle-ci.

, le 18 novembre 2015